Entendons-nous les lycéens ?

Vianney Robin

Les mobilisations massives des lycéens, rejoints par d'autres groupes sociaux, sont le symbole d'une jeunesse qui veut se faire entendre à un pouvoir qui, depuis bien trop longtemps, est indifférent face à leurs revendications. Un véritable dialogue et la prise de décision commune entre les élèves, leurs enseignants et les pouvoirs publics sont une priorité pour répondre à leurs besoins.

Dans les hiérarchies économiques, politiques et symboliques françaises, peu de groupes sociaux ont moins de pouvoir que les lycéens. La majorité d'entre eux sont mineurs, ceux qui ne le sont pas votent peu et ne représentent pas une cible électorale importante ; leur pouvoir d'achat est quasi-nul ; et s'il y a un relatif pouvoir culturel de la jeunesse, il concerne plutôt l'âge étudiant que les lycéens. Il faudrait commencer par cette donnée de base : le lycéen se trouve précisément à l'interface entre l'âge de l'enfance, où la politique, si elle parvient à la conscience, n'est rien d'autre que de la morale ; et l'âge adulte, où la politique apparaît plus clairement comme l'art de choisir entre différentes options contraires et contraintes. Le lycéen a souvent juste assez de conscience politique pour comprendre qu'il est celui qui dispose du moins de pouvoir sur l'institution qui organise une partie considérable de sa vie : l'école. Les élèves supportent très peu de pouvoir réel mais énormément d'injonctions. Ils doivent travailler davantage, s'orienter intelligemment, limiter leurs écrans, adopter les bons comportements, se

soumettre à l'évaluation permanente, prendre soin de leur santé mentale, devenir des citoyens responsables et préparer leur insertion professionnelle.

Décider en commun

Un mouvement de jeune spontané n'est pas un syndicat ou un parti politique structuré en capacité de présenter un catalogue de mesures chiffrées. Il n'est donc pas surprenant que les revendications des lycéens mobilisés depuis le 18 septembre soient parfois confuses, avec des mots d'ordre hétéroclites, des formes d'action désordonnées, parfois violentes. On y trouve, en vrac, Parcoursup, les professeurs absents, les classes surchargées, les bâtiments dégradés, les emplois du temps, les salaires des enseignants, les téléphones portables, le climat, la police. On y trouve des jeunes très politisés, d'autres très peu, des adolescents profondément préoccupés par leur avenir, d'autres qui veulent simplement sécher les cours et se greffent au mouvement par opportunisme. Certains veulent dénoncer les inégalités scolaires. D'autres viennent parce que leurs amis y sont. Certains connaissent parfaitement les enjeux de Parcoursup, d'autres utilisent le mot sans savoir vraiment comment fonctionne la plateforme. Il peut y avoir de la conscience politique, de l'imitation, de la colère, de l'ennui et du goût de l'aventure dans le même cortège. Quoi d'anormal ? Derrière cette incohérence, un point commun : une génération, comme d'autres avant elle, qui a le sentiment que beaucoup de décisions sont prises à son sujet mais jamais avec elle.

Les mouvements populaires, même ceux des adultes, ne commencent pas par une théorie ordonnée de leur propre mécontentement. S'il y a une théorie, c'est celle du vase et de la goutte d'eau. Du reste, les lycéens ne sont pas des salariés : même lorsque les conditions de travail sont difficiles, un employé dispose d'une certaine marge de négociation avec son employeur, jusqu'à la démission. Le blocage d'une usine est plutôt un dernier recours. De quels recours démocratiques disposent les lycéens ? Il existe des instances de dialogue au sein des établissements scolaires mais leur pouvoir est très limité, et dérisoire à l'échelle nationale. Surtout, l'histoire des dix dernières années, car il faut bien commencer quelque part, est l'histoire d'une multiplication des réformes scolaires sans jamais considérer l'avis des premiers concernés :

les élèves et leurs enseignants.

Prenons les réformes de Jean-Michel Blanquer, ministre de l'Éducation nationale sous le premier mandat d'Emmanuel Macron. Elles bouleversent radicalement l'organisation du lycée en introduisant un système de spécialités pour environ la moitié de l'emploi du temps hebdomadaire. À quoi s'ajoute une modification de tous les programmes et l'introduction d'un nouveau système de sélection dans l'enseignement supérieur (Parcoursup). Le tout, en moins de trois ans, c'est-à-dire à marche forcée. À quinze ans, les élèves de seconde générale découvrent donc à la rentrée 2018 qu'il leur faut désormais choisir trois spécialités, parmi treize, qui détermineront très fortement la suite de leur carrière scolaire. À la rentrée de septembre qui suit, toutes les notes comptent pour le bac. Elles sont renseignées dans Parcoursup et constituent un élément central de l'admission dans le supérieur. En conséquence, le stress de l'évaluation est nettement augmenté, tandis que leurs professeurs subissent une pression inédite pour « bien noter », avec son lot de négociations, tricheries, courriels des parents. Personne de censé ne soutiendrait que le moniteur de conduite soit aussi celui qui fait passer l'épreuve du permis, ou l'entraineur d'une équipe celui qui arbitre le match. Pourtant, c'est exactement ce que fait cette réforme : elle fusionne la fonction du coach et de l'arbitre pour 40% de la note finale.

Que dire de la désorganisation massive des établissements introduite par ces réformes ? Qui sait qu'il est désormais impossible à un enseignant de lycée d'assister à tous les conseils de classe de ses élèves puisqu'ils proviennent de plusieurs classes différentes, dont les conseils ont souvent lieu en même temps ? Qui, au ministère, l'avait anticipé ? Qui a demandé l'avis des lycéens avant de bouleverser leur lycée ? Qui a écouté les professeurs lorsqu'ils ont unanimement mis en garde envers les dérives d'un tel système, au point que certains d'entre eux firent de la « rétention de copies » lors du bac 2019, s'attirant les foudres du ministère ? Que le lecteur pardonne le sarcasme : ce que Jean-Michel Blanquer a fait de plus notable en cinq ans, à part bouleverser le lycée sans rien demander à personne et ne pas augmenter les enseignants d'un centime, est de multiplier les sorties polémiques sur « l'islamo-gauchisme à l'université », générer des protocoles Covid

incompréhensibles depuis Ibiza (je n'invente rien) et critiquer « l'absentéisme » des professeurs.

La responsabilité des pouvoirs publics

Les années suivantes ont vu défiler sept (!) ministres différents, dont l'inénarrable Amélie Oudéa-Castéra, se plaignant devant les journalistes d'une difficulté – le remplacement des professeurs absents, revendication qui revient nettement chez les lycéens – qu'elle avait pour mission de résoudre. Rappelons que le taux d'arrêt maladie des enseignants est moins élevé que la moyenne du public et même moins élevé que le secteur privé (8, 2 jours contre 10, 6 en 2024) alors qu'on pourrait s'attendre à davantage dans une profession très largement féminisée (enfants malades, congés maternité…). L'arrêt d'un enseignant non remplacé est cependant très visible car il impacte toutes ses classes : plus de 15 millions d'heures de classe perdues chaque année ! Qu'a fait le ministère depuis dix ans sur ce sujet crucial qui agace tant les parents que leurs enfants ? Si les remplacements de longue durée sont officiellement bien couverts (94%), on peut discuter de la qualité de ceux-ci eut égard à la paie proposée : un enseignant contractuel débutant touche à peine plus que le SMIC, et il s'agit la plupart de temps de personnes non formées et recrutées à la hâte. Quant aux remplacements de courte durée normalement gérés en interne, que le grandiloquent « pacte » était censé résoudre, ils sont inférieurs à 15% des absences. Là encore, il faut mentionner un effet de la réforme : un enseignant de spécialité ne peut pas facilement remplacer un collègue absent sur sa matière, puisque ce ne sont pas les mêmes élèves.

On a parlé du vase : reste la goutte d'eau. Des canicules inédites en France, un ministère qui improvise (« qui aurait pu prédire » …), et laisse des élèves passer des examens par 35, 36 ou 37 degrés, alors que certains établissements frôlent l'insalubrité. Toilettes fermées, absence d'infirmière, locaux dégradés, manque de personnels : des lycéens interrogés par *Le Monde* dans plusieurs villes décrivent des situations qui se ressemblent fortement. Le ministère lui-même a lancé au printemps 2026 une enquête nationale portant sur l'état du bâti scolaire et qui sera publiée à la fin de l'année. Bien entendu, les locaux ne

sont pas vétustes partout. L'enjeu dépasse les quelques établissements particulièrement dégradés et dans lesquels les mobilisations ont été les plus fortes.

Il y a enfin la question des téléphones : sujet le plus récent et le plus symbolique. Une personne extérieure à l'Éducation nationale n'y verra qu'une revendication puérile. Cela se comprend : on peut parfaitement considérer (c'est mon cas) que l'interdiction du téléphone au lycée est une nécessité pédagogique. L'usage massif des écrans pose des problèmes bien connus et il n'y a rien d'absurde à créer des espaces scolaires où les adolescents sont temporairement déconnectés. Mais revenons un instant sur la méthode, dont les enseignants sont victimes depuis années : l'interdiction est annoncée discrètement début juillet ; si vous n'avez pas lu le Bulletin officiel ou la presse, vous l'apprenez à la rentrée. L'impréparation est totale, et chaque établissement est prié de s'organiser au plus vite. Certaines régions commandent par dizaines de milliers des « pochettes anti-téléphones » ou des casiers sécurisés.

Il n'est pas nécessaire de faire étalage de son mépris (un lycéen est forcément « manipulé », si possible par Jean-Luc Mélenchon) pour comprendre que si votre établissement manque de professeurs, que vos salles se sont transformées en four au mois de juin, que votre classe compte 32 élèves (la moyenne nationale est légèrement supérieure à 30 : un record européen), que vos sanitaires sont dégradés et que votre avenir dépend d'un système d'orientation très complexe et stressant, le déploiement rapide de casiers à plusieurs millions pour organiser l'enfermement des téléphones produit une certaine frustration. Les décisions politiques ne sont pas qu'affaire de fond, mais aussi de symboles, peut-être même essentiellement de symboles. Or ici le symbole est désastreux.

Les décisions politiques ne sont pas qu'affaire de fond, mais aussi de symboles, peut-être même essentiellement de symboles. Or ici le symbole est désastreux.

Reconsidérer les lycéens

D'aucuns reprocheront à cette chronique de ne rien dire des violences des manifestants ; d'autres, de celles de la police. C'est qu'en dix jours, tout a déjà été dit sur le sujet dans une époque qui n'aime rien tant qu'opposer des « camps » et partager les images les plus spectaculaires, qui d'un lycée en flamme, qui d'une brutalité policière. C'est que ces phénomènes d'emballement ne sont pas propres aux lycéens, même s'ils y sont exacerbés par des effets de contagion puissants dans la jeunesse, et la recherche d'adrénaline : on défie l'autorité, on fait quelque chose qui sort de l'ordinaire. La chronologie politique, en revanche, est de manière saisissante très similaire avec celle des Gilets jaunes : revendications d'abord pacifiques, ignorance des décideurs, montée de la colère, montée des tensions, greffe progressive de casseurs désœuvrés, rarement lycéens, qui ne viennent que pour affronter la police, répression policière brutale, cycle infernal.

Et si, au lieu de rire des pancartes (pas toujours) maladroites, des slogans contradictoires ou des adolescents qui découvrent simultanément la politique, le rapport de force et le plaisir étrange de désobéir collectivement, une société démocratique était capable de distinguer la forme du message ? Et si, au lieu d'imposer aux établissements, dans un paradoxe inouï, d'organiser un « temps de démocratie interne », comme si les revendications n'étaient pas assez claires et comme s'il s'agissait de questions internes, Monsieur Lecornu avait choisi d'écouter les signaux faibles dès la mi-septembre ? Et si la couverture médiatique n'était pas obsédée par la sécurité, le maintien de l'ordre, les poubelles en flamme, mais davantage par les conditions matérielles d'enseignement ? Et s'il n'était pas nécessaire de tout

bloquer pour être entendu ?